

DÉSASTRE ÉLECTORAL DU 20 AVRIL 2008

Chacun doit assumer sa part de responsabilité

Les irrégularités qui ont émaillé le scrutin de dimanche dernier continuent de défrayer la chronique et d'alimenter les analyses les plus passionnées. On assiste depuis lors à des passes d'accusations réciproques entre le président de la CENA et le ministre des Finances. Chacun de son côté s'essaie à déclinier toute responsabilité dans les ratés de ce scrutin qui a souffert de l'inorganisation et de la précipitation. Mais qu'on ne se voile pas la face pour vouloir soutenir que les responsabilités sont partagées. Au regard des explications apportées par le ministre des finances, preuves à l'appui, le gouvernement semble avoir honnêtement joué sa partition. Il revenait à la CENA de faire le jeu dans le strict respect du règlement financier établi de façon consensuelle entre le gouvernement et la CENA pour que tout se passât dans les règles de l'art et sans difficultés. Malheureusement, les calculs opportunistes et les motivations politiciennes s'en sont mêlés et l'enjeu a été sacrifié à l'autel des

intérêts égoïstes et partisans. Résultats ? Des marchés passés avec des prestataires amateurs qui n'ont pu livrer les commandes dans les délais prescrits. On s'est en conséquence retrouvé le dos au mur le jour du scrutin : défaut et insuffisance de bulletins de vote et de feuilles de dépouillements, matériels sensibles sans lesquels il n'y a pas d'élection. Si nous ne voulons pas nous moquer des béninois, n'ouvrons pas la page de l'encre dite "indélébile" commandée par le biais du consul de l'Inde au Bénin. De toute évidence, tout a été minutieusement planifié pour offrir au peuple béninois un scrutin bâclé. Les grognements intempestifs des membres des CEA et agents recenseurs frustrés à dessein étaient déjà symptomatiques du désordre et de la confusion enregistrés dimanche dernier. Le peuple a de sérieuses raisons d'exiger des comptes à la CENA pour ce gâchis. Environ cinq milliards dans le vent, dans un pays à ressource absolument limitées. Les

dernières explications du président Todjinou frisent d'ailleurs de la moquerie et de la provocation. Les béninois ne méritent pas cela, après 18 ans d'apprentissage démocratique jusque-là réussi. Ceux-là ont raison qui, depuis plusieurs semaines déjà, avaient commencé à douter de la neutralité du président de la CENA. Décidément, cette société civile-là !!! Le président Todjinou a été farouchement hostile à toute hypothèse du report du 20 avril alors que nous n'étions nullement liés par des prescriptions constitutionnelles. Jusqu'à la veille, il continuait d'assurer que toutes les conditions optimales d'un scrutin sans tâche étaient réunies. Maintenant, au lendemain de la catastrophe électorale, il a tendance à se dédouaner en cherchant artificiellement de bouc émissaire. Qu'on ne prenne pas les béninois pour ce qu'ils ne sont pas. Chacun doit courageusement et honnêtement répondre de son forfait et de sa part de responsabilité dans ce désastre électoral.

Jacques SEGLA

MESURES DE L'ETAT CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE AU BÉNIN

Les associations de consommateurs apprécient l'initiative

L'ONG Alcrer et la Ligue pour la Défense du Consommateur au Bénin (LCDB) étaient face à la presse hier pour se prononcer sur la crise alimentaire prévaut actuellement au Bénin et dans la sous région, et féliciter par la même occasion le Gouvernement pour ses efforts considérables en vue d'endiguer cette conjoncture.

Lorys S.C.HOUNON

C'est à la faveur d'une conférence de presse donnée hier à la maison des médias de Cotonou que les associations de consommateurs ont tenu à manifester de vive voix leur assentiment pour les mesures saluaires prises par le Chef de l'Etat afin d'alléger la peine des populations dans cette période conjoncturelle. Ce fut également l'occasion pour notifier au gouvernement certaines propositions qui permettront d'endiguer durablement cette crise. En effet depuis le dernier trimestre de 2007, les prix des produits alimentaires de première nécessité aussi bien locaux qu'importés, ainsi que les matériaux de construction ont connu une hausse vertigineuse sur les marchés, plongeant les consommateurs du Bénin dans une précarité insoutenable. Face aux cris de dé-

tresse lancés par les consommateurs sur toute l'étendue du territoire national, le gouvernement a pris certaines mesures adoptées en Conseil des Ministres le 30 Novembre dernier afin d'endiguer la hausse exponentielle des prix des produits de grande consommation. Ces mesures à effets immédiats, moyens et longs termes visent à permettre aux consommateurs de jouir efficacement de leurs maigres moyens économiques érodés par la cherté de la vie qui court actuellement. Ces mesures concernent certains produits importés tels le riz blanchi, le blé, la farine de blé, le lait, le sucre, les pâtes alimentaires, la tomate, les matériaux de construction, les produits pétroliers etc. Outre ces dispositions, la persistance de la crise alimentaire a amené le gouvernement à décider du déblocage d'un fonds complémentaire de deux cent trente cinq millions (235.000.000) de francs CFA à l'Office National pour la Sécurité Alimentaire (ONASA) pour lui permettre de constituer un stock tampon de mille (1000) tonnes de maïs pour la soudure alimentaire au titre de l'année 2008.

Ces différentes mesures prises par le gouvernement et qui aura coûté des milliards de francs au trésor public requièrent l'approbation des associations de consommateurs qui ne veulent point émuquer l'ardeur du gou-

vernement en adoptant un comportement d'ingratitude. Si elles reconnaissent que quelque chose est fait par l'Etat, elles ne perdent pas de vue qu'il reste beaucoup à faire. Et c'est pour cette raison qu'elles ont tenu à faire part à l'Etat d'un certain nombre de propositions qui permettront au citoyen béninois d'être durablement à l'abri des souffrances. Au nombre de ces propositions, il y a entre autres:

L'accroissement significatif de la production nationale en produits alimentaires bruts et transformés,

L'adoption d'une réforme agraire à travers une législation foncière adéquate,

La valorisation de nos vallées qui sont de véritables richesses naturelles

L'adoption des habitudes alimentaires intraverlées valorisant les produits locaux par les consommateurs.

L'exploitation effective des minerais de fer découverts à certains endroits du territoire national.

L'installation d'industries sidérurgiques capables de recycler les carcasses de véhicules jonchant les rues de nos villes et campagnes.

Ainsi donc, par ces propositions objectives la société civile, notamment les consommateurs béninois entendent apporter leur soutien aux efforts considérables du gouvernement.

SCRUTIN DU 20 AVRIL 2008/ECRASANTE VICTOIRE DES FCBE À PARAKOU

Boni Yayi range les ennemis du changement au placard

(Silence, l'émergence suit son cours)

La bataille pour le contrôle de la ville de Parakou a été l'occasion de toutes les invectives de la part de l'honorable Rachidi Gbadamassi à l'endroit des Forces Cauris pour un Bénin Emergent ainsi que de leur chef, le Dr Boni Yayi. Trop imbu de sa personne et grisé par ses heures de gloire passées, l'ancien maire de la métropole du septentrion avait prédit et crié sous tous les toits que son hégémonie sur la ville reste intacte. Malheureusement, les résultats des consultations du dimanche dernier, aussi provisoires qu'ils soient, démontrent que les électeurs de cette ville ont jeté leur dévolu sur le Chef de l'Etat en votant massivement pour sa liste. Il est souhaitable que les anciens « maîtres » de Parakou se fassent une raison et se mettent dans le cours du changement.

Lotus M. NOUNAGNON

Les populations de Parakou et l'opinion publique nationale se souviennent certainement encore des nombreuses déclarations de l'honorable Rachidi Gbadamassi. Premier Maire de Parakou, l'homme avait connu une ère de gloire qui faisait de lui l'homme politique le plus puissant de la ville. Obnubilé par cela et profitant de la confrontation entre le G13 et le Président de la République, Rachidi Gbadamassi s'était laissé aller à des déclarations triomphalistes et égoïstes à travers lesquelles il prophétisait la débâcle des FCBE à Parakou.

Il était même allé jusqu'à affirmer que s'il n'était pas dans les liens de la détention dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du juge Coovi au moment de l'élection présidentielle de 2006, Boni Yayi n'aurait pas été aussi massivement choisi par l'électorat de Parakou. Il faut avouer que ses déclarations donnaient de l'insomnie aux partisans du Dr Boni Yayi. Mais c'est sans compter avec l'ère du temps. Ayant massivement adhéré au projet de développement du Chef de l'Etat, les électeurs dans leur large majorité ont préféré porter leur choix sur les candidats FCBE. Ainsi donc et comme le prouvent les résultats provisoires des consultations électorales du 20 avril dernier, l'honorable Rachidi Gbadamassi sait aujourd'hui qu'il n'est plus l'homme politique le plus populaire de cette ville. Et l'honnêteté intellectuelle recommande que l'intéressé reconnaisse publiquement que les populations l'ont désavoué à cause de son manque d'humilité et de sa tendance trop affichée de faire des habitants de Parakou un bétail électoral. Ce qui compte aujourd'hui pour les populations, c'est le soutien, un

soutien sans faille, aux actions de développement que ne cesse d'engager le Président Boni Yayi. Alors, ne voulant pas rester en marge de ces actions, elles ont certainement bien fait de tourner dos à celui qui se croyait l'Alpha et l'Oméga de leur ville. En tout cas, Rachidi Gbadamassi doit savoir une fois pour toute que la popularité d'un homme politique ne se mesure qu'à travers les urnes et non pas des déclarations pompeuses dont il était devenu le champion. Mais, comme pour le développement de Parakou nul n'est de trop et qu'au regard des conseillers G13 élus dans la ville, l'honorable Rachidi Gbadamassi et ses partisans ont probablement leur partition à jouer. C'est d'ailleurs ce que souhaitent les populations de Parakou qui veulent que tous les fils et filles de cette ville se donnent la main, pourvu que cela se fasse dans l'humilité et le respect mutuel. En lieu et place de ses déclarations tonitruantes, l'ancien maire de Parakou doit désormais faire preuve de modestie. Ne dit-on d'ailleurs pas que le bien ne fait de bruit et que le bruit ne fait de bien ?



Le Bénin dit encore OUI au Changement

Infographic showing a map of Benin with various statistics and text related to the 2008 local elections.